



Membre de
UNIVERSITÉ DE LYON



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Conférence internationale

Le community organizing : développer le pouvoir des citoyens ?

**ENTPE, Vaulx-en-Velin,
les 14, 15 et 16 mars 2012**



**Organisée dans le cadre de la Chaire UNESCO
« politiques urbaines et citoyenneté »**

www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr

En partenariat avec le collectif Pouvoir d'agir et la Gazette des communes

Dans les métropoles, de nombreux projets de participation des habitants des quartiers populaires s'érigent sous la bannière du « mieux vivre ensemble » avec des visées sociales comme la réduction de la pauvreté. Ces projets rencontrent souvent une grande difficulté à mobiliser les habitants. Plus généralement, les projets de participation citoyenne se cantonnent la plupart du temps dans des dispositifs de concertation qui ne donnent pas réellement de pouvoir d'action et de décision aux habitants.

Face à ces limites, les méthodes du « *community organizing* » sont présentées par leurs promoteurs comme un moyen innovant pour mobiliser un large nombre et une diversité d'individus autour de problématiques telles que le logement, les salaires, l'emploi, la sécurité ou l'exclusion politique. Ces méthodes visent l'émergence d'intermédiaires entre l'individu d'un côté et l'Etat et le marché de l'autre. Entourés par des *community organizers*, les habitants façonnent leur propre agenda politique et demandent des comptes aux élites économiques et politiques du territoire sur lequel ils s'organisent. Ce faisant, la capacité des citoyens d'exercer leurs droits liés à la vie démocratique ou de participer à l'action politique se trouverait renforcée à l'échelle locale.

En France comme dans d'autres pays, on observe un intérêt grandissant pour ce modèle d'action sociale et de participation politique. Il est dû non seulement à l'« effet Obama », qui fut lui-même *community organizer* à Chicago, mais aussi aux limites de la politique de la ville et aux frustrations exprimées par les professionnels de la participation comme du travail social. Des représentants des collectivités locales ou des partis politiques (notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni) s'intéressent de plus en plus à ces méthodes de mobilisation.

A fin d'articuler les travaux universitaires avec ceux des acteurs de démarches d'organisation des citoyens, la conférence se déroulera sur trois journées :

L'objectif des deux premières journées est de proposer un état des savoirs pluridisciplinaires (sociologie, science politique, géographie, études urbaines, etc.) sur la question du *community organizing* entendu ici dans une acception large comme ensemble d'outils pour l'organisation locale d'individus et de groupes dans une perspective de changements politiques et sociaux. Sachant que ces techniques peuvent être déclinées différemment et à des fins potentiellement contradictoires selon les expériences dans lesquelles elles s'inscrivent, il s'agit d'ouvrir des perspectives comparatives en appréhendant la (les) traduction(s) française(s) du *community organizing* (et de ses avatars comme la « gestion communautaire ») au regard de celles d'autres pays européens ou nord-américains par exemple. Quatre axes de questionnement principaux seront proposés.

La troisième journée sera consacrée plus spécifiquement aux applications pratiques en France : elle dressera un état des lieux sur le développement du pouvoir d'agir des citoyens et proposera des ateliers stratégiques sur ce sujet. Une partie des conférenciers des deux premières journées sont impliqués dans des démarches de recherche/action dans leur pays (Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni). Cette conférence sera donc également l'occasion de questionner les liens entre recherches universitaires et pratiques de terrain.



8h30 Accueil

9h30 Introduction

Mots de bienvenue, **Jean-Baptiste Lesort**, directeur de l'ENTPE (Université de Lyon)
Présentation de la conférence, **Hélène Balazard** (Université de Lyon)

10h15 Conférence introductive

Marion Orr (US, Brown University)
Mark Warren (US, Harvard University)

11h30 Thème 1 - Le *community organizing* comme boîte à outils : quels outils de mobilisation et quelles appropriations par les populations ?

Le *community organizing* est souvent envisagé comme une boîte à outils pour mobiliser des habitants. Quelles sont donc, selon les situations, les techniques les plus couramment utilisées ? Par quels mécanismes en viennent-elles à se mobiliser des personnes qui d'ordinaire se tiennent en marge de l'espace public ? Comment concilie-t-on les divers intérêts locaux, notamment lorsqu'ils sont divergents ? Comment se construisent les décisions ? Comment les mobilisations peuvent-elles être pérennisées ? Au-delà des études de cas, comment et pour qui se constitue un répertoire de savoirs professionnels ? Quelles sont les modalités de formation et de diffusion de ces savoirs et techniques ? Quelles sont les modalités de transfert de ces techniques des pays anglo-saxons où elles trouvent leur origine, à d'autres pays tels que la France ? En quoi ces entreprises d'importation conduisent-elles à renouveler, voire à transformer les approches établies ?

Joan Minieri (US, New York University)

Discutant : **Marion Carrel**

Eric Shragge (Canada, Université Concordia)

Président : **Jean-Michel Fourniau** (à confirmer)

Jane Wills (UK, Queen Mary University)

13h45 Repas

15h00 Thème 2 - Quelles politiques pour quelle participation ? Entre désengagement de l'Etat et contre-pouvoir citoyen

Le *community organizing* fait l'objet de diverses tentatives d'importation dans les politiques publiques des pays anglo-saxons et des organisations internationales. Généralement accolé à la notion d'*empowerment* ou de *community development* (terme qui, en anglais, désigne, entre autres, les dispositifs participatifs), il est alors souvent mis en avant en tant que technique d'auto-organisation de la société civile pour pallier le désengagement des autorités publiques en matière de sécurité, de logement ou de développement économique. Une telle vision semble correspondre à la définition des missions d'un *community organizer* telle que l'imagine David Cameron dans sa « *Big Society* », mais se distingue assez largement de la conception proposée à l'origine par Saul Alinsky. Pour ce dernier en effet, le *community organizing* sert avant tout à organiser des contre-pouvoirs citoyens.

Des pratiques très diverses se réclament ainsi désormais du *community organizing*. Comment les outils du *community organizing* se sont-ils diffusés et ont-ils été traduits entre les actions collectives « *bottom up* », les initiatives de développement communautaire et les politiques publiques en direction des « communautés » ? Quels sont les formes et les effets de la participation du public selon ces différentes approches ? Dans quelle mesure ces ambiguïtés caractérisent-elles la situation française et les expériences tant « *top-down* » que « *bottom-up* » initiées ces dernières années en matière de politiques urbaines, de démocratie participative ou d'action collective ?

Robert Fisher (US, Connecticut University)

Discutant : **Alice Mazeaud**

Marie-Hélène Bacqué (France, Université Paris Ouest)

Président : **Renaud Payre** (à confirmer)

Maurice Glasman (UK, Metropolitan University)

17h30 Fin de la journée



9h30 Thème 3 - Quelles communautés ? Qui se mobilise ou qui mobilise-t-on ?

Sur quelles communautés prend-on appui pour faire du *community organizing* ? Quelles sont les échelles concernées, celle du quartier, celle de la ville, celle du territoire national ? S'agit-il de prendre appui sur un groupe ethnique et sur les réseaux de solidarité qui lui sont propres ? S'agit-il plutôt de se référer à un groupe social défini par un périmètre spatial tel qu'un quartier ? Dans ce cas, la France, avec le développement social des quartiers, n'a-t-elle pas fait du *community organizing* sans le savoir ? Plus largement, quels sont les critères à partir desquels une communauté est définie ? Ces critères sont-ils propres à la communauté concernée ou sont-ils déterminés par une institution extérieure ? La référence à la notion de communauté n'est pas anodine, surtout en France. Pourrait-on parler de « communauté » en traduisant le terme « *community* » ? Pourquoi les anglo-saxons mettent-ils cet accent particulier sur la notion de communauté ?

Cherry Schrecker (France, Université de Nancy)

Luke Bretherton (UK, King's College University)

Joseph Kling (US, St Lawrence University) et **Prudence Posner**

Discutant : Jean Gabriel Contamin

Président : Jean Yves Toussaint

12h00 Repas

13h30 Thème 4 - Quelles citoyennetés ? Quelle démocratie ?

Le *community organizing* et le spectre du communautarisme

De manière transversale, quelle citoyenneté s'agit-il de promouvoir à travers le *community organizing* et en quoi ce mouvement participe-t-il à un meilleur fonctionnement des démocraties ?

Car si des collectifs d'un nouveau type se créent, qui effectivement parviennent à se constituer en contre-pouvoirs et permettent à certains citoyens de participer à la vie collective, la question se pose de la nature des intérêts politiques qui sont ainsi nouvellement constitués. Plus largement, quels modèles et interprétations de la politique et de la démocratie sont suggérés par le *community organizing* ?

En France, s'appuyer sur des « communautés » paraît incompatible avec l'idéal républicain universaliste. Dans cet idéal, la diversité culturelle est tolérée mais elle doit rester dans le domaine privé et ne pas « envahir » le domaine public. La puissance publique ne semble donc pas légitime à encourager, ni même à tolérer l'action d'organisations communautaires dans des quartiers populaires où les immigrés sont généralement très présents, avec les pratiques et les valeurs culturelles qui leur sont propres. A l'inverse, quelles formes de citoyenneté le *community organizing* favorise-t-il dans les pays anglo-saxons ? Ces formes de citoyenneté sont-elles propres à la culture politique de ces pays ?

Pierre Hamel (Canada, Université de Montréal)

Jacques Donzelot (France, Université Paris Ouest)

Harry Boyte (US, Minnesota University)

Discutant : Julien Talpin

Président : Julie Anne Boudreau

16h00 Conférence conclusive

Yves Sintomer (France, Université Paris 8)

Peter Dreier (US, Occidental College)

Président : Didier Chabanet (à confirmer)

17h30 Fin de la journée

A partir de 18 h : Soirée « Energies citoyennes » organisée par le collectif Pouvoir'agir, à Vaulx-en-Velin

Animations (suivies d'un repas convivial) :

- ✓ « *Marché aux initiatives* », animé par l'association *Ici on peut* : rencontres et échanges conviviaux autour d'offres et de demandes des participants sur l'empowerment des citoyens (méthodes, témoignages, outils, projets...)
- ✓ Spectacle « *Le plein d'énergie* », par *Anthony Brault (SCOP Le pavé)* : conférence « gesticulée » qui propose de mieux comprendre la crise énergétique et explore des pistes pour militer de manière joyeuse et offensive, s'inspirant des idées de Saul Alinsky



Journée co-organisée par la chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté » de l'ENTPE et le collectif Pouvoir d'agir.



Développer le pouvoir des citoyens en France : enjeux, méthodes et stratégies pour l'avenir

9h00 Introduction

La matinée se déroule en 2 séquences : pour chacune, les participants ont le choix entre 1 atelier pratique et 1 débat (6 ateliers pratiques et 2 débats sont proposés au cours de la matinée). L'inscription aux différents temps d'échanges se fera sur place, lors de l'accueil.

9h45 Comment renforcer le pouvoir d'agir des citoyens ? - 1

L'approche DPA (Développement du pouvoir d'agir individuel et collectif) 1
Animé par Anda DPA

L'intelligence collective en thérapie sociale 2
Animé par ATIC (Actions pour des Territoires d'Intelligence Collective)

Le projet Cause Commune 3
Animé par Cause Commune (Secours catholique)

Le programme Divers-cité : 4 étapes de l'organisation communautaire 4
Animé par Asmae - association Soeur-Emmanuelle

La marche pour la dignité et contre la pauvreté 5
Animé par le Collectif pour la Dignité et contre la Pauvreté en Rhône-Alpes

Le projet Echo (Espace des communautés et des habitants organisés), méthode « Alinsky » 6
Animé par Echo

DÉBAT

Y a-t-il des résistances françaises à l'empowerment et comment les lever ?
Animé par le collectif Pouvoir d'agir

11h30 Comment renforcer le pouvoir d'agir des citoyens ? - 2

L'approche DPA (Développement du pouvoir d'agir individuel et collectif) 1
Animé par Anda DPA

L'intelligence collective en thérapie sociale 2
Animé par ATIC (Actions pour des Territoires d'Intelligence Collective)

Le projet Cause Commune 3
Animé par Cause Commune (Secours catholique)

Le programme Divers-cité : 4 étapes de l'organisation communautaire 4
Animé par Asmae - association Soeur-Emmanuelle

La marche pour la dignité et contre la pauvreté 5
Animé par le Collectif pour la Dignité et contre la Pauvreté en Rhône-Alpes

Le projet Echo (Espace des communautés et des habitants organisés), méthode « Alinsky » 6
Animé par Echo

DÉBAT

Mobilisations et contre-pouvoirs citoyens : quel rôle des réseaux associatifs ?
Animé par l'association « Arpenteurs » (réseau Capacité Citoyenne) et le collectif Pouvoir d'agir



12h45 Repas

14h15 Comment diffuser les principes et méthodes permettant de renforcer le pouvoir d'agir des citoyens ?

Comme le matin, les participants ont le choix de participer à 1 atelier ou à 1 débat en « semi-plénière »

Quelles compétences professionnelles développer pour favoriser l'intégration des initiatives citoyennes dans la conception et la mise en œuvre des projets urbains ?

7

Animé par l'Agence d'Urbanisme pour le Développement de l'Agglomération Lyonnaise

Pouvoir d'agir des citoyens et pouvoir des politiques

8

Animé par Graines de France

Financer le community organizing en France

9

Animé par Echo

Former les réseaux associatifs

10

Animé par le collectif Pouvoir d'agir

Transformer la donne : des mobilisations habitantes à la formation d'un groupe d'appui aux habitants dans la rénovation urbaine

11

Animé par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Val-de-Seine

Faire mouvement pour le pouvoir d'agir des citoyens

12

Animé par le collectif Pouvoir d'agir

DÉBAT

Comment diffuser ces méthodes en France ? Comment financer les démarches, former les acteurs et réseaux associatifs, changer les postures professionnelles et militantes ?

Animé par le collectif Pouvoir d'agir

16h00 Perspectives pour l'avenir

16h45 Fin de la journée

La journée du 16 mars est organisée en partenariat avec : l'association **Ici on peut**, l'Agence d'Urbanisme pour le Développement de l'Agglomération Lyonnaise, **Anda DPA**, **Asmae** (Association Sœur Emmanuelle), l'**ATIC** (Actions pour des Territoires d'Intelligence Collective), le réseau **Capacitation Citoyenne** et l'association « **Arpenteurs** », **Cause Commune** (Secours catholique), le **Conseil de Développement du Grand-Lyon**, le **Collectif des Dialogues en humanité**, le **Collectif pour la Dignité et contre la Pauvreté Rhône-Alpes**, **Echo** (Espace des communautés et des habitants organisés), l'**Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Val-de-Seine**, **Graines de France** et la scop **Le Pavé**.

Avec la participation de **Muriel Kayser**, consultante, **Thomas Kirszbaum**, chercheur associé à l'ISP (ENS-Cachan), **Bruno Tardieu** (ATD Quart-monde), **Michel Séguier**, auteur de « Pratiques émancipatrices. Actualités de Paolo Freire ».

Cette journée bénéficie du soutien de la vice-présidence déléguée à la démocratie participative, à la vie associative et à l'éducation populaire, de la Région Rhône-Alpes.



Comité d'organisation

UMR CNRS EVS (RIVES), Université de Lyon (ENTPE) :

Hélène Balazard (responsable scientifique), **Fabrice Bardet**, **Eric Charmes**, **Patrick Gimenez**, **Anaïk Purenne**, **Laurette Wittner**

Contact : chaire.unesco@entpe.fr

www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr

Collectif Pouvoir d'agir :

Contact : **Isabelle Foucher**, pouvoir.agir@gmail.com

www.pouvoiragir.fr

Le collectif Pouvoir d'agir se compose de personnes, d'associations locales et de réseaux nationaux : l'ACEPP, l'Adels, l'AFEV, Asmae, ATD-Quart Monde, BGE, le CNLRQ, le CNLAPS, Europlie, la FCSF, La Fonda, France Initiative, l'Institut Renaudot, l'IRDSU, Minga, Récit et l'Unadel.

Lieu de la conférence

La conférence aura lieu à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE) :

Université de Lyon

Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat

3 Rue Maurice Audin

69518 Vaulx-en-Velin cedex - France

Tel : 33 (0)4 72 04 70 24 - Fax : 33 (0)4 72 04 70 88

Plan d'accès : www.entpe.fr/fr/internet/contenu/l_ecole/situation_et_acces

Inscriptions

La participation aux frais inclut les déjeuners et la traduction simultanée :

Tarif normal :

- 150 euros TTC (dont 24,58 euros de TVA) pour une inscription avant le 17 février 2011

- 180 euros TTC (dont 29,50 euros de TVA) pour une inscription après le 17 février 2011

Tarif réduit (*étudiants et membres d'association dont l'objet est lié au thème de la conférence*) :

- 45 euros TTC (dont 7,37 euros de TVA) pour une inscription avant le 17 février 2011

- 55 euros TTC (dont 9,01 euros de TVA) pour une inscription après le 17 février 2011

Pour la soirée du 15 mars organisée par le collectif Pouvoir d'agir, une participation aux frais sera la bienvenue en fonction des possibilités de chacun et réglable directement au collectif sur place.

Une convention de formation et une attestation de présence seront fournies aux associations ou organismes qui en feront la demande.

Modalités d'inscription sur : www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr/fr/node/55

Avec le soutien de :



Rhône-Alpes

GRAND LYON
communauté urbaine



la gazette

-EPA-SAINT-ÉTIENNE-



ppdp
démocratie & participation
GROUPEMENT D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE
PARTICIPATION DU PUBLIC, DÉCISION,
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE